



## LES FAITS SAILLANTS DE LA FNUF11: MERCREDI 13 MAI 2015

LA FNUF11 s'est réunie de nouveau, mercredi 13 mai, pour le démarrage du segment de haut niveau (SHN) et la poursuite des discussions dans le GT2. Le GT1 avait terminé son travail tard la veille au soir, après s'être accordé sur le projet de déclaration ministérielle. Tout au long de la journée, le SHN a entendu les déclarations générales des Etats membres.

Le GT2 a repris en parallèle pour examiner la proposition de texte de résolution des co-présidents. Les délégués se sont également réunis dans des groupes de contact plus restreints pour discuter du texte concernant les moyens d'exécution (ME). Les discussions du GT2 se sont poursuivies jusque tard dans la nuit.

### LE SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Le SHN s'est tenu sous le thème "Le futur AIF que nous voulons".

Président de la FNUF11, Noel Messone, a souhaité la bienvenue aux délégués, soulignant que ce segment offrait une occasion de renouveler les engagements en faveur d'AIF encore plus fort pour l'après-2015.

Le Président de l'ECOSOC, Martin Sajdik (Autriche), a parlé des réformes entreprises dans l'ECOSOC, qui visent à créer des synergies entre ses organes subsidiaires, y compris le FNUF. Il a souligné que le Forum politique de haut niveau sur le développement durable de Juin 2015 mettra l'accent sur les voies et moyens de remplir ses fonctions dans le domaine de l'évaluation de la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015, dans lequel les forêts jouent un rôle important.

L'Afrique du Sud, au nom du G-77 / CHINE, a déclaré que le groupe préconise fortement la création d'un fonds mondial pour les forêts pour catalyser la mise en application de la GDF. L'UE a souligné les étapes franchies par l'AIF actuel, dont, notamment, la sensibilisation à l'IJNC et l'augmentation de la multifonctionnalité des forêts et de leur rôle dans le programme de développement international.

L'ALLEMAGNE a souligné la nécessité de renforcer la gestion durable des forêts pour les protéger au profit des générations à venir. La LITUANIE a appelé à une cohérence dans les politiques forestières mondiales, y compris l'élaboration de plans stratégiques assortis de calendriers précis, de mesures concrètes, d'objectifs et de buts à atteindre et de dispositions financières sécurisées pour la relève de tous les défis posés aux forêts.

Le délégué du PAKISTAN a parlé des mesures concrètes que le pays a pris en faveur de la gestion durable des forêts, y compris, la promotion de partenariats public-privé et l'intégration de la planification forestière dans les efforts de développement rural. La JAMAÏQUE a reconnu le rôle crucial que jouent les forêts dans la stabilisation des sols, la protection des bassins versants, le tourisme et l'atténuation du changement climatique.

La GUINÉE a parlé de l'existence d'une riche biodiversité dans les 13 millions d'hectares de forêts guinéennes, et a exhorté les sources de financement accessibles à protéger ces sites névralgiques de la biodiversité mondiale. Le SENEGAL a appelé

à un FNUF renforcé, soulignant l'importance d'adopter des mesures spécifiques visant: à endiguer l'exploitation forestière illégale; à améliorer la reddition de comptes des gouvernements locaux; et à promouvoir la gestion participative des forêts en vue d'y créer des moyens de subsistance durables.

La ZAMBIE a appelé la FNUF11 à établir un nouvel AIF qui soit soutenu par des mécanismes de financement robustes. FIDJI a déclaré que l'absence d'engagements à fournir des ME signifiera que le FNUF ne réalisera pas ses objectifs. Le CONGO a appelé à la solidarité au sein du FNUF, notamment dans les domaines du financement, du renforcement des capacités et du transfert de technologie.

Le délégué de MADAGASCAR a parlé des efforts fournis par son pays pour lutter contre l'exploitation forestière illégale, grâce à l'engagement avec la Banque mondiale et l'application des réglementations forestières et la gouvernance du secteur forestier (FLEG). Le GHANA a déclaré que la GDF joue un rôle important dans le renforcement du rôle des forêts dans le développement durable. Le GABON a appelé les Etats membres du FNUF à coopérer dans le cadre d'une vision commune du futur AIF, notamment, en soutenant la mise en œuvre de la GDF à travers le renforcement des mécanismes financiers.

La REPUBLIQUE TCHEQUE a souhaité voir les engagements pris dans la déclaration et la résolution affirmer le rôle clé des forêts dans le développement durable. La FEDERATION DE RUSSIE a réaffirmé la nécessité d'un accord juridiquement contraignant sur tous les types de forêts et a annoncé une contribution de 300.000 dollars au Fonds d'affectation spéciale du FNUF.

La MALAISIE a appelé à l'établissement d'un fonds mondial pour les forêts, déplorant le fait que les progrès accomplis dans la GDF soient jusqu'ici "insatisfaisants". La CHINE a souligné que le paysage de la politique forestière actuelle est fragmenté, et a mis en exergue l'importance de la mise en œuvre de l'IJNC.

La SLOVAQUIE a souligné la valeur des processus du niveau régional dans la connexion des efforts nationaux et mondiaux. La ROUMANIE a souligné l'importance: de la surveillance et du contrôle des flux de bois; de la gestion des forêts de manière à contribuer à l'éradication de la pauvreté; et de l'engagement des grands groupes sociaux dans le FNUF.

La NORVEGE a affirmé que le FNUF et le PCF ont le potentiel d'améliorer leur pertinence et leur efficacité, à travers, notamment: le traitement des thèmes émergents; la main tendue aux secteurs autres que celui de la foresterie; et la prise en compte des conditions variables dans les différentes régions.

La SUEDE a parlé de la priorité qu'elle accorde à la facilitation d'une GDF qui favorise la parité hommes-femmes et la tenure forestière sécurisée pour les groupes les plus vulnérables. La MONGOLIE a souligné que la gestion communautaire des forêts est une illustration de la durabilité et qu'elle doit être renforcée partout dans le monde.

L'ARGENTINE a déclaré que son plan de gestion de la GDF est un projet phare en Amérique latine, et a appelé le FNUF à soutenir davantage la mise en œuvre de la GDF, à travers un financement accru. L'IRAN a indiqué que malgré les efforts fournis, ces deux dernières décennies, pour mettre en œuvre la GDF, la déforestation se poursuit à un rythme alarmant.



Le délégué des PHILIPPINES a parlé des initiatives prises pour lutter contre l'exploitation forestière illégale, à travers des condamnations prohibitives et la confiscation des grumes et rondins, qui sont ensuite utilisés pour le mobilier scolaire. L'Espagne a annoncé que son pays accueillera, en octobre 2015, la Conférence ministérielle sur les forêts européennes, qui abordera, entre autres, le rôle des forêts dans une économie verte.

Le JAPON a souligné l'importance des forêts pour la RRC, rappelant l'accent placé sur la conservation des forêts, par la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la RRC, tenue en mars 2015. Le CANADA a souligné que le plan stratégique pour le futur AIF doit se concentrer sur des actions de haute priorité, qui peuvent être concrétisées dans de courts délais, et donner des résultats tangibles à long terme.

Le NICARAGUA s'est référé à la Réserve de biosphère de Bosawas, réserve où la protection de la forêt est réalisée à travers des politiques et cadres juridiques et le respect des droits des communautés et de la Terre-Mère. Le VENEZUELA a appelé à la reconnaissance de la valeur intrinsèque des forêts et des droits de la nature à se régénérer, par opposition aux modèles capitalistes qui privilégient les produits et la valeur de la consommation des forêts. La COLOMBIE a appelé à un engagement politique fondé sur des objectifs communs et des buts et cibles à atteindre assortis d'objectifs mesurables.

L'INDONESIE a mentionné les succès réalisés dans la lutte contre l'exploitation forestière illégale et le commerce illicite des produits forestiers, à travers des systèmes d'assurance de la légalité du bois. Le délégué de l'ITALIE a déclaré que son pays connaît la période la plus boisée de ses 500 dernières années. Le SOUDAN a affirmé que ses initiatives de sensibilisation à la gestion des forêts et au reboisement commencent à donner leurs fruits. Le LAOS a parlé de sa stratégie forestière, qui vise à augmenter le couvert forestier national de 70%, d'ici 2020.

La TURQUIE a souligné que ses politiques nationales accordent des subventions et des prêts à des activités génératrices de revenus dans les communautés dépendantes de la forêt. La GRENADINE a souligné que la GDF doit être réalisée par "le franchissement des frontières et la construction d'alliances" avec toutes les parties prenantes. L'EQUATEUR a appelé à mettre davantage l'accent sur les dimensions sociale, culturelle, éthique et humaine des forêts.

La FRANCE a souligné son engagement à soutenir la mise en œuvre de la GDF dans les pays en développement. La FINLANDE a souligné l'importance d'une gestion forestière participative, qui autonomise les femmes. La SUISSE a fait observer qu'en dépit du nombre important des instances internationales liées aux forêts, la voix des forêts "est encore à peine audible".

Le PARAGUAY a appelé à l'amélioration du dialogue entre les groupes d'intervenants sur le terrain. Le MAROC a mis en relief la question de la meilleure façon de créer des synergies entre le FNUF et les conventions de Rio. SAMOA a souligné que les forêts et la GDF fournissent des solutions gagnantes à tous les coups à de nombreux défis de développement dans la transition vers une économie verte.

La THAILANDE a déclaré que la coopération dans le domaine de la GDF est essentielle pour inverser l'érosion des forêts. Le délégué des Etats-Unis a parlé du besoin de créer des conditions politiques favorables permettant d'attirer des financements et d'assurer la reddition de comptes. Le SURINAME a appelé au renforcement du Secrétariat du FNUF à tous les niveaux. Le VIET NAM a déclaré qu'il a augmenté la couverture forestière nationale au cours des deux dernières décennies. L'URUGUAY a souligné le rôle de la sensibilisation pour assurer la conservation des ressources naturelles.

L'INDE a appelé au traitement de la question des ME pour une mise en œuvre efficace de la GDF. La BOLIVIE a souligné l'importance des mécanismes non basés sur le marché, pour le développement durable des forêts. La REPUBLIQUE DE COREE attend avec impatience les réalisations significatives de la FNUF11. Le COSTA RICA a déploré l'absence de progrès dans la discussion sur un accord juridiquement contraignant. La PALESTINE a déploré la perte de couverts forestiers, due à des conflits politiques. Le KENYA a mis en relief le FNUF en tant que forum permettant d'assurer la mise en œuvre de la GDF.

Le délégué de la PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE a signalé que le régime foncier coutumier dans son pays est une contrainte à la GDF. Le PEROU a déclaré que sa stratégie pour la GDF consiste à s'assurer que les forêts ne sont pas en concurrence avec d'autres secteurs. La TANZANIE a souligné la nécessité du transfert de technologie pour réaliser l'AFD.

Le président Messone a ajourné la session.

## LES GROUPES DE TRAVAIL

**GT2:** Dans le rapport sur les discussions de mardi soir sur la question des ME, il a été souligné que les délégués ont eu un échange fructueux, avec la suppression d'un bon nombre de libellés initiaux portant sur les fonctions du processus de facilitation, et la formulation de libellés alternatifs. Le coprésident du GT2, Bezerra, a invité les délégués à présenter, avant la fin des séances de la journée, un texte propre et approuvé sur les ME, leur suggérant de se répartir sur les deux groupes de contact et un groupe de discussion plus restreint pour résoudre les principales questions.

Les délégués devaient ensuite passer à la proposition des vice-présidents sur le projet de résolution, jugée par beaucoup d'entre eux comme étant une bonne plate-forme pour les délibérations.

S'agissant de l'AIF pour l'après-2015, il y a eu discussion sur le libellé appelant à la mise en œuvre de la gestion durable de tous les types de forêts "en tenant compte des différentes visions et approches". Certains ont souhaité la suppression de cet ajout, tandis que d'autres ont insisté pour que différents modèles et outils pour la réalisation durable développement, soient également pris en compte.

Les délégués ont discuté du point de savoir si le prochain AIF devait promouvoir la mise en œuvre de la gestion durable de tous les types de forêts, "en particulier" ou "notamment" l'IJNC. Un délégué a également proposé l'insertion d'un libellé appelant l'ECOSOC à envisager une gamme complète d'options, y compris un instrument ou un accord juridiquement contraignant sur les forêts. D'autres ont souhaité la suppression de cette insertion ou son déplacement vers la section consacrée aux tâches devant être remplies par le FNUF. Un délégué a également suggéré de supprimer la référence à "grands groupes et autres parties prenantes" dans le libellé portant sur la composition de l'AIF. Beaucoup s'y sont opposés.

Les délégués ont repris, dans l'après-midi, les discussions sur la proposition des vice-présidents concernant le projet de résolution, le co-président Granholm les exhortant à faire des compromis, si possible.

Les délégués se sont accordés, ad referendum, sur certains points concernant l'AIF pour l'après-2015, le FNUF au-delà de 2015 et l'IJNC au-delà de 2015. De nombreux délégués ont souligné que la section portant sur le thème du suivi, évaluation et communication des données était essentielle. Il n'y a pas eu, cependant, de consensus sur la façon de capter toutes les préoccupations exprimées. Suite à quoi, certains ont suggéré de simplifier la section de manière à s'y référer uniquement aux questions qui doivent être résolues à la session en cours, les coprésidents engageant des concertations sur ce sujet.

Au sujet des ME, il a été expliqué qu'un groupe restreint s'est réuni à l'heure du déjeuner pour travailler sur quelques questions y afférentes. Cela a abouti à un document non officiel comportant une proposition de texte qui vise à capter des vues différentes. Le groupe de contact a été invité à reprendre les discussions sur les ME sur la base de cette proposition, après la première lecture de la proposition conclue par les vice-présidents.

Les discussions se sont poursuivies jusque tard dans la nuit.

## DANS LES COULOIRS

Avec l'entrée des ministres pour le SHN, mercredi, la salle de conférence était débordante d'énergie nouvelle, malgré les négociations nocturnes tardives qui ont abouti au projet de déclaration ministérielle en cours d'approbation. Anticipant sur la déclaration ministérielle qui sera déposée jeudi, certains ont fait observer qu'il y a eu également un "CHN" ou "compromis de haut niveau". Un délégué a été entendu signaler qu'il pourrait bien représenter le plus petit dénominateur commun". D'autres, cependant, ont été entendus célébrer le fait que pour la première fois dans le FNUF, une déclaration vient reconnaître "le vivre en harmonie avec la nature", une vision fondamentalement différente de la durabilité, qui "ne devrait pas être ignorée dans les échanges en court" visant à "transformer" l'AIF.

Dans l'intervalle, avec la reprise des discussions du GT2, parallèlement au SHN, l'atmosphère était plus contrainte, les anciens désaccords ayant refait surface. Il a semblé qu'en dépit du fait que la proposition de texte de compromis des vice-présidents soit considérée comme étant un bon point de départ, le premier libellé proposé était en train d'être réintroduit. Cela a conduit un observateur aguerri à qualifier les progrès accomplis jusqu'ici par le GT2, "d'un pas en avant ... deux pas en arrière."